



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

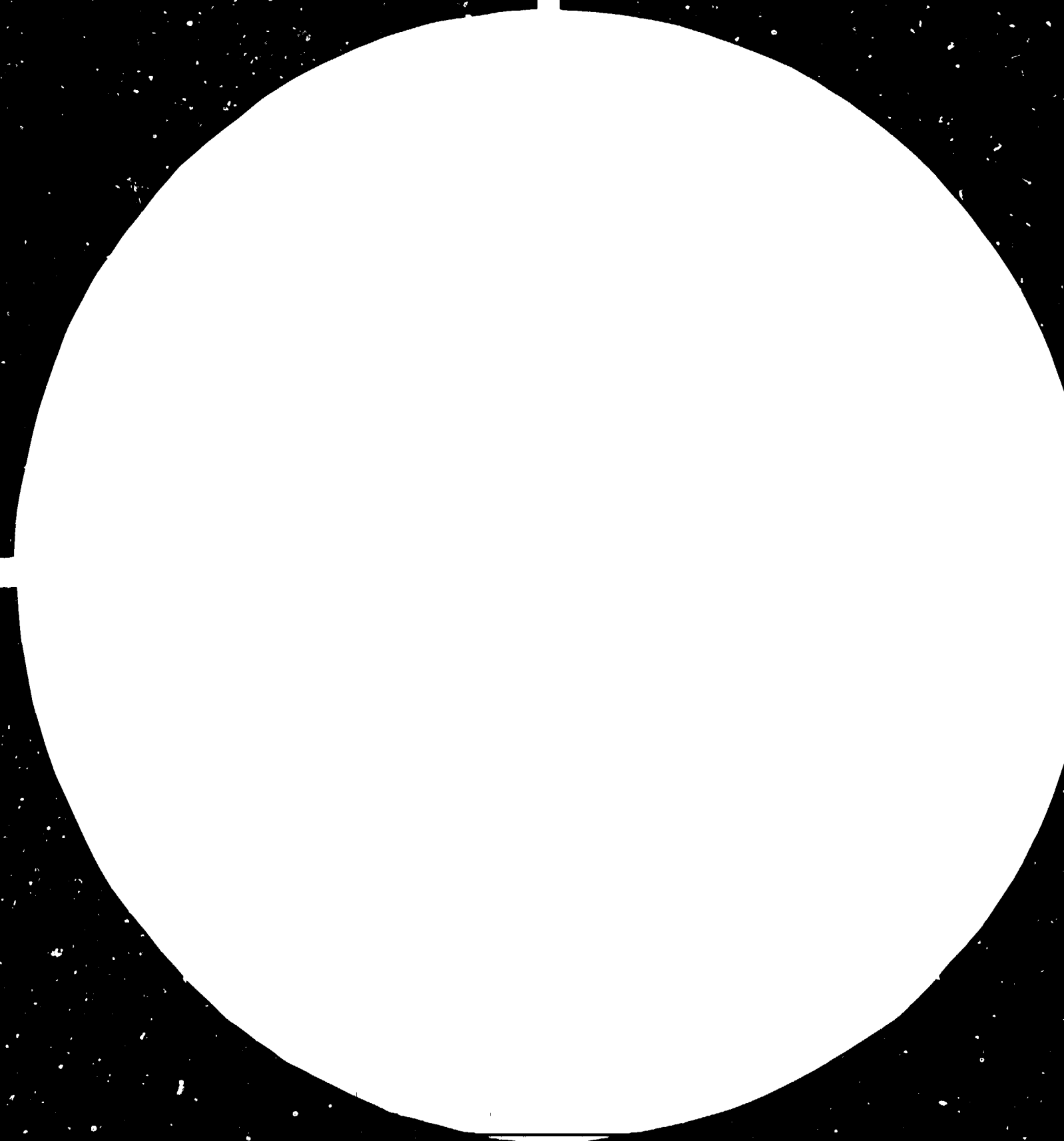
## FAIR USE POLICY

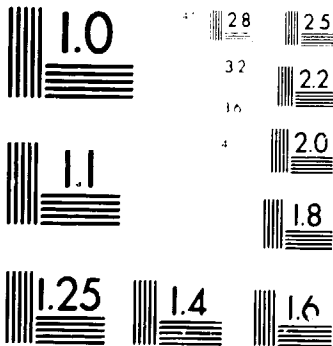
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
 STANDARD REFERENCE MATERIAL 1963A  
 ANGLE COPY TEST CHART NO. 2

13277 - F

Distr.  
GENERALE  
ID/CONF.5/17  
9 janvier 1984  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

---

# **QUATRIEME CONFERENCE GENERALE DE L'ONUDI**

*Vienne (Autriche), 2-18 août 1984*

---

*Point 4*

**DECLARATIONS ET PLANS D'ACTION  
DE LIMA ET NEW DELHI :  
RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE .**

---

**DOCUMENT THEMATIQUE**

12/84

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

DECLARATIONS ET PLANS D'ACTION DE LIMA ET NEW DELHI :  
RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE :

- a) EXAMEN DES PROGRES ET DES DIFFICULTES;
- b) PERSPECTIVES DE REALISATION DE L'OBJECTIF  
DE LIMA

Document thématique établi par le secrétariat de l'ONUDI

v.83-65440

## I. HISTORIQUE

1. Il ne fait guère de doute que l'industrialisation joue un rôle essentiel dans le processus général de développement. Si, en sa qualité de consommatrice de produits alimentaires, tant sous forme d'excédents commerciaux que de matières premières agricoles, l'industrie est un des principaux marchés qui s'offrent à l'agriculture, la croissance de la production agricole est, dans une large mesure, liée elle aussi à l'offre de machines agricoles et d'autres facteurs de production industrielle. Outre cette étroite relation réciproque entre l'industrie et l'agriculture, le processus d'industrialisation influe sur la nature même du dynamisme industriel d'un pays. L'introduction de nouvelles technologies étant essentiellement le fait de l'industrie, ni le potentiel technologique d'un pays ni sa souplesse en la matière - s'agissant tant de la mise au point de produits nouveaux que de l'adaptation des techniques aux conditions locales - ne peuvent évoluer indépendamment du processus d'industrialisation. On peut donc conclure que l'ensemble du développement trouve son impulsion dans un rythme de développement industriel relativement rapide. Dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (A/10112) adoptés à la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU DI) en 1975, on a souligné le rôle stratégique de l'industrie dans le développement économique en général et l'on a donc fixé un objectif, à savoir qu'à la fin du siècle, les pays en développement devront assurer au moins le quart de la valeur ajoutée de la production manufacturière mondiale.

2. Un examen rétrospectif montre que l'objectif de Lima a été fixé à une époque d'optimisme industriel. De 1963 à 1977, en effet, la valeur ajoutée des industries manufacturières des pays en développement a accusé une croissance annuelle moyenne de plus de 7 %; ce taux a même atteint, entre 1970 et 1975, des valeurs nettement supérieures dans le Sud que dans les pays industrialisés du Nord. Il semblait raisonnable, en extrapolant approximativement ces tendances du début des années 70, d'estimer que la part de la valeur ajoutée des industries manufacturières mondiales revenant aux pays en développement passerait d'environ 10 % (évaluation révisée) en 1975 à 25 % en l'an 2000. En réalité, de 1975 à 1982, cette part n'a pu passer que de 10 à 11 % et statistiquement tout porte à croire qu'en 1981 et 1982, la production manufacturière des pays en développement a accusé une baisse en termes absolus.

3. Il résulte de cet état de choses que l'objectif fixé à Lima semble aujourd'hui bien plus ambitieux qu'il ne paraissait en 1975. Il faut pourtant reconnaître que l'objectif de Lima, qui vise à ce que près des trois quarts de la population mondiale, c'est-à-dire celle des pays en développement, puisse assurer au moins le quart de la production manufacturière mondiale d'ici la fin du siècle, est en soi modeste. Le pessimisme actuel à propos de l'industrie, ne doit pas masquer le caractère modeste de l'objectif de Lima. Il faut au contraire consacrer toutes les énergies à l'élaboration de politiques et de stratégies propres à résoudre le problème crucial que constitue le maintien, dans les pays en développement, d'un rythme d'industrialisation relativement élevé et régulier restant dans l'axe de l'objectif de Lima.

4. La nécessité de réexaminer les stratégies industrielles précédemment appliquées dans les pays en développement et d'en concevoir de nouvelles en se fondant sur l'expérience acquise est aujourd'hui d'une importance capitale. La récession prolongée qu'a connue l'économie mondiale a bien fait ressortir certaines difficultés fondamentales de l'industrialisation qui découlent de l'interdépendance économique mondiale. La récession a pratiquement paralysé la croissance industrielle dans le Sud. En Amérique latine, zone qui entrainait pour plus de 50 % dans la production du Sud en 1980, le processus d'industrialisation a soit marqué le pas soit même régressé depuis 1981. Tout en restant un peu plus soutenue, la croissance économique de l'Asie, qui représente 30 % de la production industrielle du Sud, est pratiquement réduite de moitié. Les résultats en Afrique (y compris le Moyen-Orient) où le taux de croissance globale est également en déclin, n'ont pas été bien meilleurs. De plus, l'indice du volume effectif du commerce mondial a baissé de 2 % en 1982.

5. La quasi-stagnation du commerce mondial au cours des dernières années a entraîné une grave détérioration des termes de l'échange des matières premières qui, à son tour, a aggravé la situation déjà insoluble de la dette et des paiements internationaux avec laquelle nombre de pays en développement étaient aux prises. La faiblesse de l'aide publique au développement, le renforcement du contrôle privé sur les marchés financiers mondiaux depuis la fin des années 60, le relèvement des taux d'intérêt et la charge du service de la dette joints à l'affaiblissement progressif de l'aptitude des pays en développement à accroître leurs recettes d'exportation par suite de la détérioration des termes et du volume de l'échange et d'un protectionnisme croissant, ont placé le monde devant la menace d'une crise financière sans précédent.

6. C'est dans ce contexte économique sombre qu'il faut considérer les nouvelles stratégies d'industrialisation. Il s'agit donc d'un moment décisif où il faut bien admettre que, pour relancer la croissance de l'économie mondiale, les pays développés et les pays en développement devront, à court terme, collaborer à tous les efforts. A plus long terme, même si la récession actuelle prend fin, un climat économique favorable à l'industrialisation semblable à ce qu'il était précédemment, risque d'être difficilement rétabli à moins que de nouvelles stratégies ne soient adoptées.

7. Toute étude des nouvelles stratégies et des nouveaux paramètres d'action qu'exige le maintien d'un rythme relativement élevé et régulier d'industrialisation dans le Sud, devra essentiellement s'appuyer sur une reconnaissance du caractère fondamental de l'interdépendance économique mondiale : le commerce, les finances et les communications ont rendu le système économique mondial de plus en plus interdépendant, mais il convient de souligner que cette interdépendance a un caractère nettement asymétrique. Le Sud dépend bien davantage du Nord, en tant que marché d'exportation, que le Nord du Sud; or, l'inélasticité des prix des matières premières qu'exporte essentiellement le Sud fait qu'en période de récession dans le Nord les termes de l'échange tendent à évoluer au détriment du Sud. Le Sud est aussi presque entièrement tributaire des politiques monétaires intérieures des principaux pays développés s'il veut disposer d'un flux de liquidités internationales suffisant pour favoriser son processus d'industrialisation.

8. Le courant d'information technologique et son adaptation sont à peu près exclusivement à sens unique : du Nord au Sud. Il n'est donc pas excessif de dire que le processus d'industrialisation dans le Sud est particulièrement sensible aux politiques économiques suivies dans le Nord. Pour régulariser le rythme de l'industrialisation, il faut réduire cette vulnérabilité et par conséquent atténuer, partiellement au moins, l'asymétrie qu'accuse l'interdépendance de l'économie mondiale. Dans la mesure où elle renforcerait l'autonomie des politiques économiques nationales des pays du Nord sans avoir de répercussions trop fortes sur ceux du Sud, une stratégie visant à surmonter la vulnérabilité économique du Sud ne peut qu'être à l'avantage des deux entités intéressées.

9. Considérés dans cette large perspective de l'asymétrie et de la vulnérabilité, les paramètres de l'action future visant à soutenir l'industrialisation du Sud doivent être clairement déterminés. C'est en effet sur une combinaison judicieuse de ces paramètres d'action que chacun des pays en développement devra s'appuyer



pour l'élaboration de stratégies industrielles aptes à répondre à sa situation propre. Voici, selon l'ONUUDI, les grands domaines d'action qui méritent une attention spéciale :

- a) Rôle que la technologie, notamment les techniques nouvelles, peuvent jouer et politiques propres à permettre aux pays en développement de renforcer individuellement et collectivement leur potentiel technologique;
- b) Politiques énergétiques futures en vue de l'industrialisation, eu égard au fait que la plupart des pays en développement non producteurs de pétrole ont beaucoup de peine à payer leurs importations de produits énergétiques et que l'industrialisation est un processus à forte intensité d'énergie;
- c) Type de ressources humaines nécessaires pour soutenir constamment un processus d'industrialisation rapide et régulier et développement des compétences à planifier à l'avance à cet effet; en même temps, moyens par lesquels l'industrialisation peut elle-même créer les conditions de formation voulues pour l'acquisition progressive de ces compétences;
- d) Ampleur et modalités de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud nécessaires dans des domaines aussi divers que le commerce, l'investissement, la technologie et les finances pour réduire individuellement et collectivement la vulnérabilité économique des pays en développement;
- e) Nature des politiques et stratégies économiques à appliquer dans chacun des pays en développement pour intégrer les paramètres d'action précédemment évoqués dans la stratégie économique globale d'industrialisation.

10. La quatrième Conférence générale de l'ONUUDI devrait examiner plus en détail ces grands domaines où une action est essentielle. Le présent document thématique traite principalement du point e) : il a pour objet de définir certains des grands problèmes que poserait l'élaboration d'une stratégie économique d'ensemble et la nature des choix économiques à anticiper dans ce contexte.

## II. QUELQUES GRANDES QUESTIONS

### A. Les incidences de l'interdépendance mondiale

11. Le fait que l'interdépendance du système économique mondial s'accroît a une double incidence : d'une part, elle peut se traduire par un partage de la prospérité entre toutes les nations, grâce au développement des échanges et à l'aménagement structurel de la répartition internationale du travail; mais, d'autre part, elle soulève le problème de la vulnérabilité des différentes nations vis-à-vis des forces extérieures, en particulier durant les phases initiales de leur industrialisation où des conditions économiques extérieures défavorables peuvent gravement freiner ce processus. Cette double incidence a été vérifiée par l'expérience depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pendant les années 60, la croissance industrielle du Nord et celle du Sud ont progressé simultanément; à partir de 1975, la forte récession économique du Nord industrialisé a fait obstacle au processus d'industrialisation du Sud, dont elle a maintenant (depuis 1980) pratiquement inversé le cours. Même la capacité industrielle existante du Sud est désormais utilisée à un taux anormalement bas - en partie à cause de l'absence d'une demande intérieure effective et des mesures commerciales protectionnistes alimentées par la récession dans le Nord et en partie aussi à cause de l'insuffisance du financement extérieur nécessaire pour importer les pièces détachées et le matériel d'entretien. Les différentes simulations sur ordinateur effectuées par l'ONUDI montrent également qu'une forte croissance industrielle, fondée à la fois sur l'utilisation des capacités existantes et la création de nouvelles capacités, serait plus facilement réalisable dans le contexte de la coopération économique internationale.

12. Etant donné que le partage de la prospérité sur la base de relations commerciales mutuellement avantageuses et l'aménagement structurel de la répartition internationale du travail offrent la solution idéale, une question fondamentale se pose : quelles sont les principales conditions économiques qui permettront de relancer et de maintenir une croissance économique simultanée dans le Nord et dans le Sud ? La Conférence devrait, en particulier, accorder son attention aux points suivants :

- a) Les arrangements financiers qu'il est nécessaire d'adopter sur le plan international pour maintenir l'intérêt économique réciproque des échanges internationaux et assurer l'utilisation effective des capacités, ainsi que leur croissance au cours des années;

- b) La nécessité de restructurer la configuration actuelle de la répartition internationale du travail pour assurer la réciprocité économique. Dans ce contexte, il convient d'envisager une restructuration mondiale des branches d'activité rendue souhaitable par l'interaction continue entre l'innovation technique, l'évolution de la main-d'oeuvre et les coûts des matières premières. Il conviendra aussi d'examiner dans quelle mesure le protectionnisme maintient artificiellement en vie des industries et impose des barrières à la restructuration;
- c) Toute la question de la vulnérabilité économique du Sud, qui est liée aux mesures fiscales et monétaires adoptées sur le plan intérieur, en particulier dans les grands pays industrialisés du Nord. Il serait indispensable d'étudier comment assurer une expansion suffisante des échanges internationaux par l'aménagement de la demande mondiale effective, de façon que l'industrialisation du Sud ne connaisse pas un temps d'arrêt en l'absence d'un marché international adéquat. A cet égard, il conviendra d'étudier de près les incidences des politiques monétaires restrictives adoptées par les grands pays du Nord;
- d) La circulation de l'information sur les nouvelles techniques industrielles susceptibles de fournir des orientations à l'industrialisation future du Sud.

#### B. Vulnérabilité économique vis-à-vis de l'extérieur

13. Le revers de l'interdépendance économique est, bien entendu, la vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur. Si le Nord et le Sud sont tributaires l'un de l'autre, peut-être plus explicitement dans le domaine du commerce international, il convient de souligner une fois encore que cette interdépendance n'est pas symétrique par nature. C'est en réalité son asymétrie qui rend l'industrialisation du Sud particulièrement vulnérable aux fluctuations économiques du Nord. Par conséquent, le plus important serait de comprendre et de surmonter cette vulnérabilité économique du Sud, pour que l'industrialisation dans cette région puisse se poursuivre, régulièrement et méthodiquement, dans une indépendance relative par rapport aux conditions économiques extérieures. Il faut souligner aussi toutefois que la mesure dans laquelle les différents pays en développement décident de réduire leur vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur est une question de choix politico-économique. En particulier, des pays qui disposent de faibles ressources et d'une gamme étroite de produits n'en auront peut-être pas la

possibilité. Ces choix appartiennent en dernière analyse aux différents pays intéressés, mais il faut bien reconnaître qu'ils s'inscrivent dans une stratégie économique globale.

14. La vulnérabilité du Sud pose une série de questions complexes, liées les unes aux autres, qui varient selon la structure industrielle en place, le degré de dépendance vis-à-vis du commerce mondial, l'importance du service de la dette et la taille du pays en développement concerné. Toutefois, du moins pour la clarté de l'analyse, il serait peut-être bon que la Conférence subdivise ces questions en deux grandes catégories :

- a) Mesures d'ordre interne requises pour réduire le degré de vulnérabilité de l'économie vis-à-vis de l'extérieur;
- b) Mesures d'ordre externe, notamment au niveau de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud, qui aideraient les pays en développement à renforcer leur autonomie collective pendant le processus d'industrialisation et à atteindre l'objectif de Lima de façon méthodique et planifiée, en étant moins tributaires de l'extérieur individuellement ou collectivement.

#### C. Mesures d'ordre interne

15. Le degré et la nature de la vulnérabilité extérieure varient énormément selon les pays en développement. Ainsi, un pays qui n'est pas autosuffisant sur le plan alimentaire doit accorder un rang de priorité élevé à ses importations minimum de produits alimentaires, le financement extérieur de l'industrie passant, en période de pénurie alimentaire, à l'arrière-plan. De même, un pays où le service de la dette est une lourde charge doit donner une haute priorité à son calendrier de remboursement, souvent au prix du développement industriel, surtout si, dans les arrangements qu'il a conclus pour financer sa dette, il voit les taux d'intérêt monter en flèche. C'est toutefois une erreur de trop généraliser; les mesures d'industrialisation adoptées sur le plan intérieur et le choix du degré de vulnérabilité doivent être modulés selon les circonstances propres à chaque pays. Quoi qu'il en soit, quelques considérations générales demeurent essentielles dans la formulation des stratégies nationales d'industrialisation.

16. La première porte sur le rôle important du marché intérieur dans le maintien du processus d'industrialisation. A cet égard, on rappellera la distinction classique entre la promotion des exportations et le remplacement des importations et l'équilibre de ces deux stratégies durant les différentes phases d'industrialisation des pays en développement.

17. Une politique davantage tournée vers l'intérieur qui met l'accent sur le remplacement des importations devra aussi tenir compte des facteurs qui agissent sur la taille du marché intérieur (configuration des revenus et répartition de la richesse dans le pays), ainsi que de la part que représentent dans le produit brut les paiements nets de facteurs sous forme de salaires et de bénéfices versés aux étrangers. On ne souligne pas toujours bien qu'une répartition inégale des revenus peut restreindre le volume et la configuration de la demande de produits nationaux; de même, un pays fortement tributaire des investissements privés étrangers risque de voir son pouvoir d'achat net amputé par la sortie des recettes d'investissement vers l'étranger. Toute politique visant à assurer un marché intérieur assez large devrait tenir compte de ces éléments.

18. La dimension de l'économie d'un pays est une considération non moins importante. Il convient de ne pas perdre de vue que la majorité des pays en développement comptent moins de cinq millions d'habitants et que, si quelques-uns ont l'avantage de posséder des ressources naturelles recherchées, mais généralement épuisables (le pétrole, par exemple) qui leur procurent un revenu par habitant relativement élevé et dont l'exploitation est une source majeure de recettes publiques, d'autres petits pays en développement en revanche ont un faible revenu par habitant qui limite la taille de leur marché intérieur.

19. Il serait bon d'examiner dans quelle mesure il importe de prendre en considération le problème classique des économies d'échelle et quels sont les secteurs de l'industrie qui offrent, en partie du moins, des solutions techniques permettant d'en atténuer certains aspects. L'ONUDI pourrait aider les pays dont le marché intérieur est restreint à définir les branches d'activités particulières où l'innovation technique rendrait possible toute une gamme d'économies d'échelle, et à évaluer la compatibilité de ces branches d'activité avec les ressources locales disponibles. Au surplus, toute la question du couplage entre le développement de la structure industrielle et la dotation en ressources naturelles (qui peut être très faible) dans certains pays mériterait à cette occasion une attention spéciale. Une faible population limite les options en matière de diversification des compétences et de promotion de la main-d'œuvre et il faut

alors définir une politique nette touchant l'apport de main-d'oeuvre étrangère qualifiée et non qualifiée, ce qui constitue un aspect particulier du problème général de la vulnérabilité extérieure.

20. Le rôle des finances publiques et du budget national et le rôle général qu'il faut attribuer aux secteurs public et privé dans la planification industrielle doivent être considérés comme faisant partie intégrante des politiques nationales d'industrialisation. Dans la mesure où un pays compte sur un marché intérieur assez protégé, par exemple par une politique de remplacement des importations orientée vers l'intérieur, il est en principe naturel de compter que le secteur public aura un rôle important à jouer dans la mise en valeur des capacités industrielles et technologiques de base. Son action sera même, parfois, indispensable pour fournir l'infrastructure nécessaire à l'industrialisation. Mais pour assurer la rentabilité à la fois statique et dynamique des ressources allouées, il faut que la participation du secteur public acquière avec le temps un caractère plus concurrentiel et n'intervienne pas simplement dans un marché intérieur protégé, avec des avantages de monopole.

21. La question générale de la gestion efficace des ressources nationales et le rôle du système des prix dans les pays dotés d'un secteur public relativement large méritent d'être examinés; le rôle que le secteur public peut jouer dans la mobilisation des ressources nationales et la diffusion des techniques mérite notamment une attention spéciale. Il faut renoncer aux débats théoriques et reconnaître que le secteur public exerce souvent une fonction déterminante dans le processus d'industrialisation, surtout dans sa phase initiale; il ne faut pas hésiter non plus à aborder résolument la question de l'efficacité et de la responsabilité du secteur public s'agissant de la gestion efficace des ressources.

#### D. Mesures d'ordre externe

22. Les mesures d'ordre externe des pays en développement doivent être réinterprétées et conçues sous un autre angle. Selon les analyses classiques, les mesures d'ordre externe sont presque exclusivement associées aux politiques commerciales; mais ces politiques sont beaucoup trop étroites et devraient être considérées dans une perspective plus large pour inclure les mesures visant à réduire le degré de vulnérabilité extérieure du processus d'industrialisation dans les pays en développement. C'est dans ce contexte que la coopération entre pays en développement prend toute son importance. Toutefois, la coopération entre les nations ne peut exister que si les intérêts particuliers sont aussi respectés.

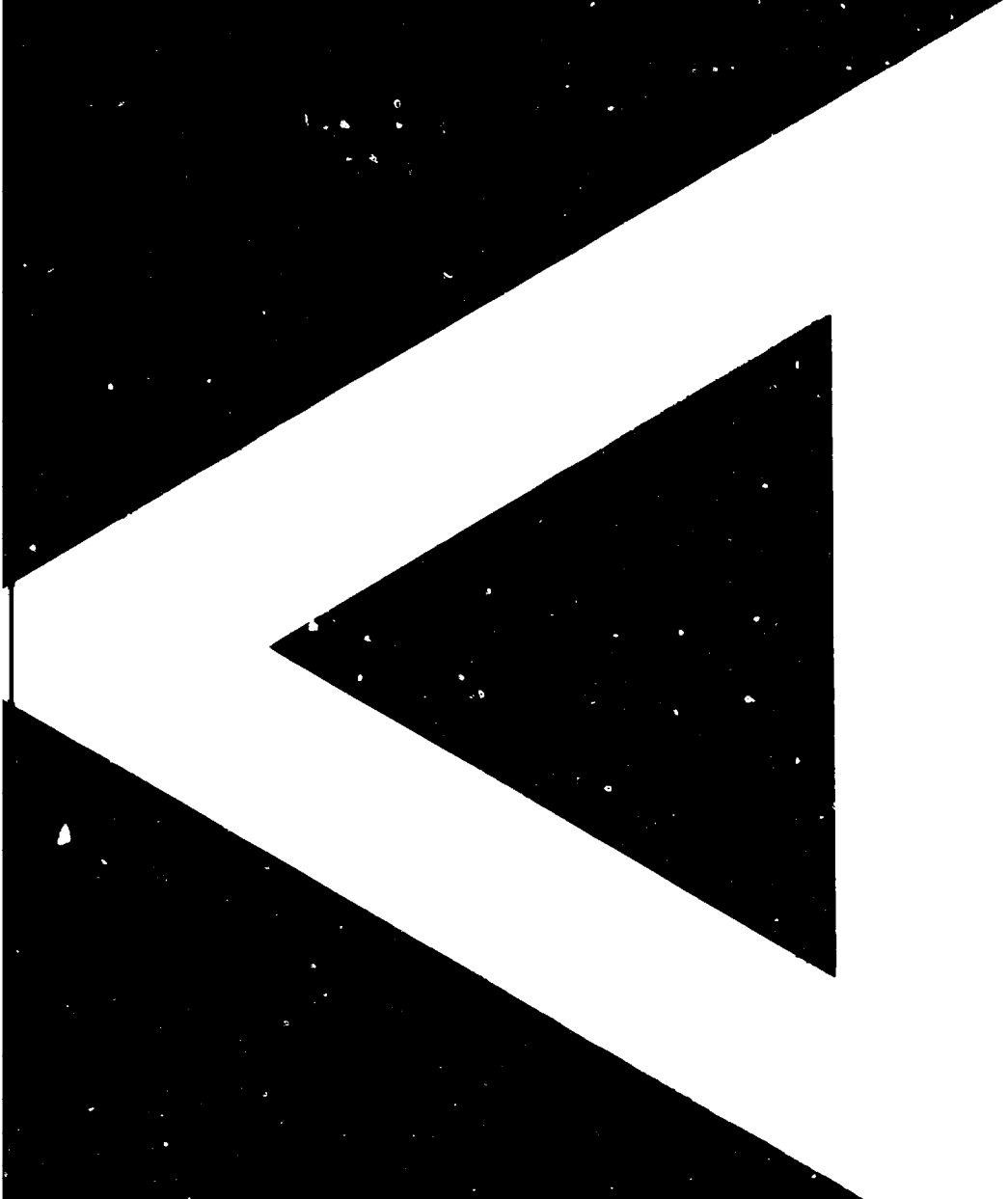
23. Par conséquent, à titre d'orientation, la quatrième Conférence générale pourrait s'attacher particulièrement aux domaines et aux éléments de la coopération Sud-Sud ou sous-régionale qui concilient les intérêts collectifs avec ceux des différents membres de la collectivité. Même selon ce critère plutôt restrictif et pratique de la coopération régionale ou Sud-Sud, on peut définir les domaines essentiels où cette coopération sera mutuellement avantageuse pour les différentes nations et la collectivité. Par exemple :

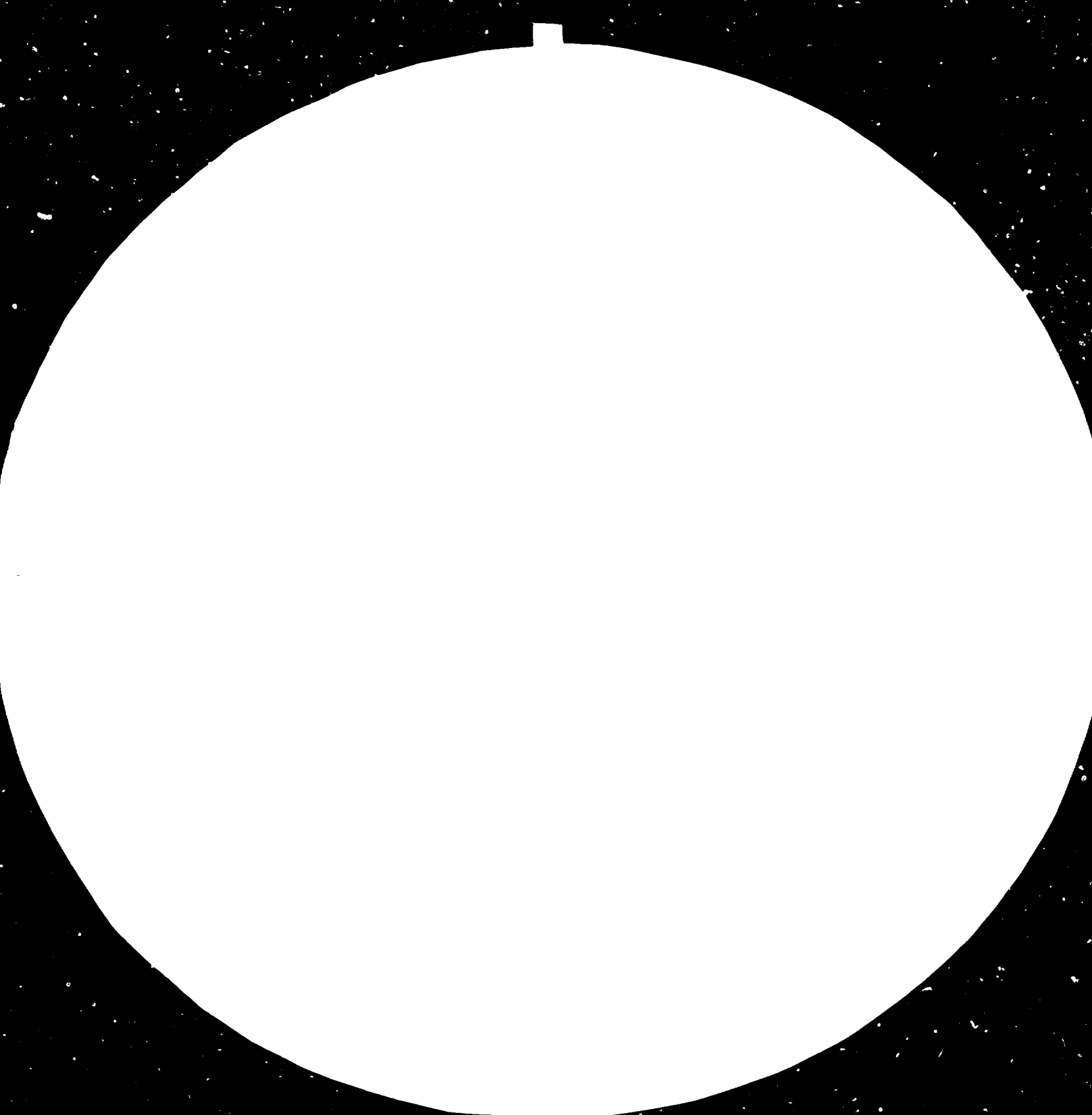
- a) Pour ce qui est des technologies nouvelles (telles que la biotechnologie, le génie génétique, la micro-électronique, les techniques de l'information, etc.), aucun pays en développement pris isolément ne peut rattrapper et suivre les innovations. En revanche, si ces pays unissent leurs forces et coordonnent leurs politiques, ils le peuvent. La Conférence devrait faire porter son attention sur la logistique et les mécanismes à mettre en place pour conjuguer les efforts dans ce domaine d'importance vitale;
- b) Pour ce qui est des échanges, l'une des sources classiques de la vulnérabilité est la fluctuation des termes de l'échange entre les produits manufacturés provenant pour la plupart du Nord et les produits agricoles moins transformés ainsi que les matières premières minérales provenant du Sud. C'est l'industrialisation même du Sud qui pourra fournir, en partie du moins, la réponse à ce problème. D'ailleurs, presque paradoxalement, l'irrégularité du développement industriel du Sud peut faciliter l'établissement des prix des contrats à long terme sur les marchés à terme. En effet, le Sud pourrait faire de la faiblesse même de son développement industriel une force, à condition que les échanges soient guidés par l'intérêt personnel éclairé des pays en développement, mus par un esprit de coopération. De même, dans le secteur des services tels que l'assurance et les transports, presque tous les pays en développement connaissent des difficultés individuellement et collectivement, vu le faible contrôle qu'ils exercent sur le réseau actuel. Une action coordonnée pourrait bénéficier à chacun et à l'ensemble de ces pays;
- c) En ce qui concerne le financement international, des efforts devront être faits pour conclure des arrangements bilatéraux ou multilatéraux d'échanges et de compensation fondés sur l'utilisation des monnaies locales et la participation des banques centrales.

24. Tous ces domaines présentent des difficultés économiques et politiques considérables. Toutefois, si le Sud veut agir et non pas demeurer l'observateur impuissant de sa propre vulnérabilité face à la flambée des taux d'intérêt, à l'aggravation de sa dette et, dans bien des cas, à une situation de quasi désindustrialisation, il est temps de sortir des chemins battus pour explorer des options nouvelles. Il est certain que, sous réserve d'une coopération réelle, ces options ne manquent pas dans les divers domaines de la technologie, du commerce et des finances, qui sont la clef de voûte de l'industrialisation. Le tout est de savoir si cette occasion historique sera saisie avant qu'il ne soit trop tard.

- - - - -









MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a  
(ANSI AND ISO TEST CHART #1-2)

Distr.  
GENERAL  
ID/CONF.5/17  
9 January 1984  
ENGLISH

13277-E



**UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION**

---

***FOURTH  
GENERAL CONFERENCE  
OF UNIDO***

***Vienna, Austria, 2-18 August 1984***

---

***Item 4***

***LIMA AND NEW DELHI DECLARATIONS  
AND PLANS OF ACTION:  
RETROSPECTIVE AND PERSPECTIVE***

---

***ISSUE PAPER***

1543

Item 4 of the provisional agenda

LIMA AND NEW DELHI DECLARATIONS AND PLANS OF ACTION:  
RETROSPECTIVE AND PERSPECTIVE:

- (a) REVIEW OF PROGRESS AND CONSTRAINTS;
- (b) PERSPECTIVES FOR THE ACHIEVEMENT  
OF THE LIMA TARGET

Issue paper prepared by the UNIDO secretariat

## I. BACKGROUND

1. There can be little doubt that the process of industrialization plays a strategic role in the overall development process. As the demander of food in terms of marketed surplus and of agricultural raw materials, industry is a main market for agricultural produce; at the same time, the growth of productivity in agriculture is largely governed by the supply of agricultural machinery and other industrial inputs. Apart from this close two-way link between industry and agriculture, the very nature of the technological dynamism of a country is influenced by the process of industrialization. Since industry is the main vehicle through which new technology is carried, neither the technological capability of a country nor its technological flexibility in terms of developing new products or adapting technology to local conditions can develop independent of the process of industrialization. A reasonably high pace of industrial development can, therefore, be seen as a prime mover of the entire development process. The Lima Declaration and Plan of Action on Industrial Development and Co-operation (A/10112) adopted by the Second General Conference of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) in 1975, emphasized the strategic role of industry in the process of economic development in general and therefore set a target - by the end of this century, developing countries should account for a minimum of a quarter of the world's manufacturing value added.

2. In retrospect, the Lima target was set at a time of industrial optimism. From 1963 to 1977, the value added by the manufacturing industries in developing countries grew at an average annual rate of over 7 per cent; and, in the first half of the 1970s, the manufacturing growth rate was decidedly higher in the South than in the industrialized North. Extrapolating roughly these trends of the early 1970s, it appeared reasonable to suggest that the developing countries' share in the world manufacturing value added should rise from about 10 per cent (revised estimate) in 1975 to 25 per cent in the year 2000. In reality, between 1975 and 1982 that share increased from 10 per cent to only 11 per cent, and there is mounting statistical evidence to suggest that during 1981 and 1982, the manufacturing output of the developing countries actually fell in absolute terms.

3. Consequently, the target set at Lima looks far more ambitious today than it did in 1975. It must, however, be realized that the Lima target is essentially modest in its aim that almost three quarters of the world population, which is in the developing countries, should have at least one quarter of the share of the world manufacturing output by the turn of the century. The prevailing industrial pessimism should not overshadow this rather modest nature of the Lima target. Instead, energies have to be concentrated on devising strategies and policies to tackle the central problem of how a reasonably high and steady pace of industrialization can be maintained in the developing world, keeping the Lima target in view.

4. The problem of reviewing past industrial strategies in developing countries and of devising new ones in the light of experience has assumed overriding importance. The prolonged global economic recession has brought into sharp focus some of the central problems of industrialization that are inherent in global economic interdependence. The recession has almost paralysed the industrial growth of the South. The industrialization process has come to a halt or even retrogressed since 1981 in Latin America, which

accounted for more than 50 per cent of the industrial output of the South in 1980. Although somewhat better sustained, economic growth has nearly halved in Asia, which provides 30 per cent of the industrial output of the South. Africa, including the Middle East, has not performed perceptibly better insofar as its overall growth rate has also been declining. At the same time, the physical volume index of world trade actually fell by 2 per cent in 1982.

5. The near stagnation of world trade in recent years has caused a sharp deterioration in the terms of trade for raw materials, which in turn has compounded the already impossible international debt and payments problems facing many developing countries. Low levels of official development assistance, the increased private control of the world financial markets since late 1960s, the high interest-rate and debt-service burden coupled with the decreased ability of the developing countries to expand export revenue owing to deteriorating terms and volume of trade and growing protectionism threaten the world with an unprecedented financial crisis.

6. This is the bleak, immediate economic climate against which the new strategies for industrialization have to be considered. In this context, there is almost an historical compulsion for recognizing that all efforts have to be made co-operatively in the short run, by both developed and developing countries, to revive world economic growth. In the longer run, even when the present conditions of recession are over, the economic climate for industrialization may not easily be restored to the past state unless new strategies are adopted.

7. In exploring new strategies and parameters of action needed to sustain a reasonably high and steady pace of industrialization in the South, it is essential to recognize the fundamental nature of world economic interdependence: while the world economic system has become increasingly interdependent through trade, finance and communication, it should be emphasized that this interdependence has a markedly asymmetrical character. The South depends far more on the North as an export market than the North does on the South; and since the raw materials typically exported by the South are highly price inelastic, the terms of trade tend to move against the South in periods of recession in the North. The South also depends almost entirely on the domestic monetary policies of major developed countries for an adequate flow of international liquidity to help the industrialization process.

8. The flow of technological information and its adaptation is almost entirely one way from the North to the South. It is, therefore, not an exaggeration to say that the process of industrialization in the South tends to be particularly vulnerable to the economic policies followed in the North. In order for the pace of industrialization to be steady, this vulnerability must be reduced, which, in turn, means overcoming at least part of this asymmetry in world economic interdependence. A strategy to overcome the economic vulnerability of the South would be of mutual benefit because it would widen the degree of autonomy of domestic economic policies in the North without sharp repercussions in the South.

9. Viewed from this broad perspective of asymmetry and vulnerability, the parameters of future action for the sustained industrialization of the South must be clearly indentified. It is these parameters of action that will be combined in many permutations and in various degrees by individual developing

countries in the formulation of industrial strategies to suit their specific circumstances. UNIDO has identified the following as major areas of action that deserve special attention:

(a) The role that technology, including new technology, can play and the policies through which the technological capability of developing countries can be enhanced individually and collectively;

(b) Since most of the non-oil developing countries face serious problems in meeting their import bill for energy and industrialization is an energy-intensive process, the relevant energy policy for industrialization in the future;

(c) The type of human resource and skill development that needs to be planned in advance so that it can continuously support a process of steady and rapid industrialization; at the same time, the manner in which industrialization itself can provide a necessary training ground for acquiring relevant skills over time;

(d) The extent and pattern of regional and South-South co-operation in such diverse fields as trade, investment, technology and finance that would be necessary to reduce the economic vulnerability of developing countries individually and collectively;

(e) The nature of economic policies and strategies that could be followed in individual developing countries to weave together the above parameters of action in the overall framework of economic strategy for industrialization.

10. The Fourth General Conference of UNIDO should discuss in greater detail these broad areas where action would be essential. The present issue paper deals primarily with the last item, (e), in an attempt to identify some of the major issues that would arise in formulating an overall economic strategy and the nature of economic choices that have to be faced in this context.

## II. SOME MAJOR ISSUES

### A. The implications of world economic interdependence

11. The fact that the world economic system has become increasingly interdependent has a twofold implication: on the one hand, it suggests the possibility of sharing prosperity between all nations through expanding trade and structural adjustments in the international division of labour; on the other hand, it also raises the question of the vulnerability of individual nations to external forces, particularly in their early phases of industrialization when an unfavourable external economic climate can impose severe constraints on this process. Historically, both these implications are borne out by experience since the end of the Second World War. During the 1960s, both the North and the South prospered simultaneously in terms of industrial growth; from the latter half of the 1970s, the severe economic recession in the industrial North hindered and has now (since 1980) almost



reversed the process of industrialization in the South. Even the existing industrial capacity in the South is now utilized at an abnormally low rate - partly owing to lack of effective demand at home and protectionist trade policies fed on recession in the North and partly owing to lack of adequate external finance for imports of spare parts and maintenance equipment. The various computer simulations that have been carried out by UNIDO also show that high industrial growth, in terms of both the utilization of existing capacity and the creation of new capacity, is more easily feasible in an atmosphere of international economic co-operation.

12. Since the sharing of prosperity on the basis of mutual advantage in trade and structural adjustment in the international division of labour is the ideal solution, a critical question emerges: what are the broad economic conditions under which mutual economic growth in the North and in the South can be revived and maintained? In particular, the Conference should focus its attention on:

(a) International financial arrangements necessary for sustained mutuality of the economic interest in international trade and effective utilization of capacities and their growth over time;

(b) The restructuring of the existing international pattern of division of labour that is necessary for economic mutualism. In this context, the need for a global restructuring of industries that arises through continuous interaction between technical innovation and changing labour and raw material costs have to be discussed. The extent to which protectionism shields dying industries and imposes barriers to restructuring also needs to be reviewed;

(c) The whole question of the economic vulnerability of the South, which is linked to domestic fiscal and monetary policies, particularly in major countries in the industrialized North. It would be essential to discuss how to ensure adequate expansion in world trade through the management of international effective demand so that industrialization in the South does not come to a halt through the lack of an adequate international market. In this context, particular attention needs to be given to the implications of restrictive monetary policies followed by major countries of the North;

(d) Flow of information about the potential of new industrial technologies to provide guidelines for the future industrialization of the South.

#### B. External economic vulnerability

13. The other side of economic interdependence is, of course, external economic vulnerability. Although the North and the South are interdependent on one another, perhaps most explicitly in the sphere of international trade where each depends on the other's market, it should be re-emphasized that this interdependence is not symmetrical in nature. It is the asymmetry in economic interdependence that makes industrialization in the South especially vulnerable to the economic fluctuations in the North. Consequently, a major issue could be seen in terms of understanding and overcoming the economic vulnerability of the South so that its industrialization could proceed in a steady and orderly manner, relatively independent of the external economic

environment. However, it must also be emphasized that the extent to which individual developing countries decide to reduce external vulnerability is a matter of politico-economic choice. Particularly, some countries with a narrow resource base and product range may not find it feasible to reduce external vulnerability. Although the choice of the degree of vulnerability must in the final analysis be left to individual countries concerned, it should be clearly recognized that such choices are an integral part of an overall economic strategy.

14. The vulnerability of the South raises a set of complex, interrelated issues. The issues vary depending on the existing industrial structure, the pattern of dependence on world trade, the outstanding debt-service burden and the size of the developing country concerned. However, at least for purposes of analytical clarity, it may be worthwhile for the Conference to subdivide these issues under two broad headings:

(a) Domestic or internal policies required to reduce the degree of external economic vulnerability;

(b) External policies, particularly for regional and South-South co-operation, that would help developing countries strengthen their collective self-reliance in carrying on the process of industrialization and achieving the Lima target in an orderly and planned manner with a lesser degree of external vulnerability, individually or collectively.

### C. Domestic policies

15. The degree and the nature of external vulnerability vary enormously from one developing country to another. For instance, a country that is not self-sufficient in food has to treat its minimum import of food as a high priority, and external finance for industries would then assume a lower priority in times of food scarcity. Similarly, a country with a heavy debt-service burden is obliged to view its repayment schedule as a high priority area, often at the cost of industrial development, particularly if the interest rate shoots up on its interest debt arrangements. However, it is an error to over-generalize; each country's domestic policies for industrialization and the choice of the degree of vulnerability have to be geared towards the particular circumstances of the country. Nevertheless, some general issues remain essential in formulating domestic strategies for industrialization.

16. One important issue is the importance to be attached to the home market in sustaining the process of industrialization. Relevant in this context is the traditional distinction between export-promotion and import-substitution strategies and the balance between these two aspects at different stages of industrialization of individual developing countries.

17. A more inward-looking policy of greater reliance on import substitution also has to take into account the factors that affect the size of the home market (the domestic pattern of income and distribution of wealth), as well as the magnitude of net factor payments of wages and profits to foreigners as a proportion of gross product. It is not always emphasized that an unequal distribution of income can constrain the size and pattern of demand for domestic goods; similarly, heavy reliance on foreign private investment may

shrink the net purchasing power of the country through an outflow of investment income to foreigners. Policies for maintaining an adequate home market should consider these issues.

18. The economic size of a country is also an important consideration. It should be emphasized that the majority of the developing countries have populations of less than five million, and, although a few of them have the advantage of having valuable natural and usually exhaustible resources (e.g. oil) that allow them to have a relatively high per capita income as well as large government revenue from the exploitation of such resources, other smaller developing countries have low per capita incomes which restricts the size of their domestic markets.

19. It would be useful to consider to what extent economies of scale are an important consideration and in which branches of industry technological solutions are at least partially available to dilute some of these traditional problems of economies of scale. UNIDO could assist countries with small domestic markets by identifying particular industries where a broad range of economies of scale would be a possibility through technological innovation and appraising the compatibility of those industries with the local resource base. Further, the whole question of linking the development of industrial structure to the natural resource base (which may be very narrow) in some countries would deserve special attention here. A small population limits options for the diversification of skills and manpower development and, therefore, makes it necessary to formulate a clear policy on the inflow of foreign skilled and unskilled labour, which is a particular aspect of the general problem of external vulnerability.

20. The role of public finance and the government budget, as well as the general role to be assigned to the public and private sector in industrial planning, must be treated as an integral part of domestic policies for industrialization. To the extent a country relies on its more sheltered domestic market in an inward-looking policy of, say, import substitution, it is often natural to expect that the public sector will have an important role in developing basic industrial and technological capability. And, the role of the public sector may at times even be critical in providing the necessary infrastructural base for industrialization. Nevertheless, both static and dynamic efficiency in resource allocation requires public sector participation to improve its competitive efficiency over time, rather than simply operating in a protected home market with monopolistic advantages.

21. The general issue of effective management of domestic resources and the role of the price system in countries with a relatively large public sector would need to be discussed; in particular, the role that the public sector can play in domestic resource mobilization and in the diffusion of technology deserve special attention. It is essential to move away from ideological debates by recognizing, on the one hand that, the public sector often has a critical role in the industrialization process, especially in its early phases; at the same time, the question of efficiency and accountability of the public sector, in terms of its effective management of resources, needs also to be squarely faced.

D. External policies

22. The external policies of the developing countries need to be reinterpreted and cast in a new role. In the traditional view, external policies have been associated almost exclusively with trade policies; but such policies are far too narrow and should be more broadly conceived to include measures to reduce the degree of external vulnerability of the process of industrialization in developing countries. It is in this context that the issue of co-operation between developing countries assumes paramount importance. However, co-operation between nations can proceed only so long as the self-interests of individual nations are also respected.

23. Therefore, as a guideline, the Fourth General Conference could focus particularly on those areas and elements of South-South co-operation or its subregional aspects that reconcile collective interests with the interests of individual members of the collective. Even using this rather restrictive but practical criterion for regional or South-South co-operation, it is possible to identify crucial areas where such co-operation would be mutually beneficial to individual nations and to the collective interest. For example:

(a) In new technologies (such as biotechnology, genetic engineering, micro-electronics, information technology etc.) no developing country in isolation may be capable of catching up and being abreast of new developments. United strength and co-ordinated policies, however, can make this a distinct possibility. The Conference should address itself to the logistics and mechanics of how to exert united strength in this vitally important area;

(b) In the area of trade, one of the traditional sources of vulnerability is the fluctuation in the terms of trade between manufactured goods mostly from the North and less processed agricultural and mineral raw materials from the South. The very industrialization of the South could provide at least a partial answer to this. And, almost paradoxically, the uneven industrial development of developing countries can create opportunities for longer-term contract pricing in "futures" markets. Indeed, the South could turn its very weakness of industrial development into strength, if trade is modelled on enlightened self-interest among developing countries in a co-operative spirit. Similarly, in the area of service trade such as insurance and shipping, almost all developing countries suffer individually and collectively, as they have little control over the present network. Co-ordinated action in this area could yield benefit individually and collectively;

(c) In international finance, attempts have to be made for bilateral or multilateral trade and clearing arrangements based on the use of local currencies and central bank participation.

24. These are areas fraught with considerable economic and political difficulties. However, if the South has to act rather than being only a helpless observer of its own vulnerability to high interest rates, mounting debt and what is almost a partial de-industrialization in many developing countries, it is opportune to explore options that have not been explored so far. Such options in terms of effective co-operation undoubtedly exist in the diverse areas of technology, trade and finance that are vital to industrialization. The question remains whether these historical opportunities will be seized before it is too late.

